Votre avocat vous informe



CONTRAT & PATRIMOINE



Dans ce numéro

Entreprise en difficulté Société et marché financier Banque - Crédit

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Exclusion de l'insuffisance d'actif comme condition de la faillite personnelle

Le prononcé de la faillite personnelle du dirigeant n'est pas subordonné à la constatation d'une insuffisance d'actif.

Une société a été mise en redressement puis en liquidation judiciaire. Le liquidateur a assigné le dirigeant en responsabilité pour insuffisance d'actif et en prononcé de sa faillite personnelle.

La cour d'appel a rejeté les deux demandes du liquidateur en raison du défaut d'établissement de l'existence d'une insuffisance d'actif.

La Cour de cassation n'est pas de cet avis. Elle condamne les juges du fond pour avoir ajouté une condition à la loi. Elle juge que le tribunal peut prononcer la faillite personnelle du dirigeant de la personne morale débitrice contre lequel a été relevé un ou plusieurs faits qu'ils énumèrent sans qu'il soit tenu de constater l'existence d'une insuffisance d'actif.

◆ Com. 12 juin 2025, n° 24-13.566

Auteur: Éditions Lefebvre Dalloz - Tous droits réservés.

SOCIÉTÉ ET MARCHÉ FINANCIER

Action ut singuli et perte de la qualité d'associé

La perte de la qualité d'associé n'est pas de nature à rendre irrecevable l'action sociale ut singuli engagée ultérieurement. Cette qualité s'apprécie lors de la demande introductive d'instance.

Une associée assigne les dirigeants d'une société en réparation du préjudice social ainsi que de son préjudice personnel.

La cour d'appel déclare irrecevables ses actions après avoir constaté que l'associée avait perdu, en cours d'instance, sa qualité lors de la réduction de capital décidée par la société. Elle n'avait plus qualité pour représenter la société dans le cadre de l'action ut singuli. L'action personnelle qui en est le corollaire était devenue par conséquent irrecevable.

◆ Com. 18 juin 2025, n° 22-16.781 La Cour de cassation refuse de suivre ce raisonnement. Elle juge que la qualité d'associé, nécessaire à l'exercice de l'action *ut singuli*, s'apprécie lors de la demande introductive d'instance. La perte ultérieure de cette qualité est sans incidence sur la poursuite de l'action par celui qui l'a initiée. Elle ajoute que l'action personnelle n'est pas le corollaire de l'action sociale *ut singuli*.

Auteur: Éditions Lefebvre Dalloz – Tous droits réservés.

BANQUE - CRÉDIT

Délais pour agir contre la banque en cas d'opération de paiement frauduleuse

Le client qui constate un virement frauduleux dispose d'un délai de treize mois, sous peine de forclusion, pour le signaler auprès de la banque et du délai quinquennal de droit commun pour engager une action au fond.

Une personne physique a contesté auprès de sa banque être à l'origine de deux virements depuis son compte bancaire dès le lendemain des faits litigieux, le 7 mars 2019. Elle sollicite le remboursement



••• des sommes qui lui est refusé au motif que les virements ont été autorisés grâce à ses données personnelles. Elle assigne la banque le 21 décembre 2021.

La cour d'appel juge irrecevable ses prétentions au motif que l'article L. 133-24 du code monétaire et financier instaure un délai de forclusion spécial de treize mois largement dépassés au jour de l'assignation.

◆ Com.
2 juill. 2025,
n° 24-16.590

La Cour de cassation précise l'interprétation à retenir de l'article L. 133-24 du code monétaire et financier. Elle distingue le délai de treize mois, prévu par cet article, pour le signalement de l'opération frauduleuse auprès de l'établissement bancaire du délai d'une éventuelle action au fond. Elle juge que le client qui avait signalé sans tarder et au plus tard dans le délai de treize mois les opérations non autorisées pouvait agir contre la banque au fond dans le délai quinquennal de droit commun.

Auteur : Éditions Lefebvre Dalloz – Tous droits réservés.



Conditions d'utilisation :

L'ensemble des articles reproduits dans la présente newsletter sont protégés par le droit d'auteur. Les Éditions Lefebvre Dalloz sont seules et unique propriétaires de ces articles dont le droit de reproduction et de représentation n'est concédé au CNB qu'à titre temporaire et non exclusif, en vue d'une exploitation au sein de Newsletters thématiques.

et ainque proprietaires de ces ditaites août ne dans de de le production et de l'epresentation n'est conceue du cha qu'ul title temporalie et non exclusif, en vue d'une exploitation au sein de Newsletters thématiques.

Cette autorisation d'exploitation n'entraîne aucun transfert de droit de quelque sorte que ce soit au bénéfice du destinataire final.

Ce dernier est néanmoins autorisé à re-router la lettre, sous réserve de respecter son intégrité (en ce compris la présente notice), vers sa clientèle, liberté lui étant laissée pour faire œuvre de communication dans le corps du mail envoyé, en fonction de la clientèle visée.